

Bruxelles, le 11.12.2017  
C(2017) 8485 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 11.12.2017**

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur  
le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 11.12.2017

### **relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République de Guinée<sup>3</sup>, dont le point III.3.2 établit la priorité suivante: contribuer au développement économique et social du pays, à la lutte contre la pauvreté et à l'intégration régionale à travers un réseau routier de qualité, géré et entretenu de façon appropriée et durable.
- (2) La mesure financée au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après « l'accord interne »)<sup>4</sup> vise à contribuer au développement économique et social du pays par la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé maternelle à travers un appui au renforcement des systèmes de santé.
- (3) L'action intitulée « programme d'appui au renforcement du système de santé – PASA2 » vise à améliorer la performance du ministère de la santé en matière de gouvernance, gestion financière et gestion des ressources humaines, à augmenter l'utilisation des services de santé par les mères et les enfants de moins de cinq ans dans la région cible de Guinée forestière et à améliorer l'infrastructure sanitaire dans la même région cible. La mise en œuvre se fera au travers des délégations aux agences d'États membres Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) et Expertise France.
- (4) L'assistance prévue à la République de Guinée se doit de suivre strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives concernant ledit pays.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la République de Guinée C(2014)9205 final du 2.12.2014

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (5) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>5</sup>, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées à l'annexe de la présente décision, sous réserve de la conclusion de conventions de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (7) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, tout changement substantiel à une décision de financement qui a déjà été adoptée doit suivre la même procédure que la décision initiale. Il est donc convenu que la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

#### **Adoption de la mesure**

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République de Guinée à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe: programme d'appui au renforcement du système de santé – PASA2

#### *Article 2*

#### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 23 000 000 EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

---

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1).

### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans l'annexe.

### *Article 4*

#### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Fait à Bruxelles, le 11.12.2017

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*